

RAPPORT N° 2022/6-32
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022

**OBJET : EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE ET DE LOISIRS INTERCOMMUNAL AQUANOR –
CONVENTION AVEC BOURBONRESA**

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

La Société Bourbonrésa émet et commercialise la carte « Cartatout », qui confère à son titulaire le droit d'obtenir des réductions et accès privilégiés aux offres spéciales convenues entre Bourbonrésa et les fournisseurs / prestataires participant au programme « Cartatout ».

Dans le cadre de l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor, un partenariat avec la société Bourbonrésa avait été mis en place dès 2016 par la Société Aquafleuri, alors délégataire de service public. Ce partenariat a été renouvelé par la CINOR dans le cadre du marché public d'exploitation conclu avec la société COMSPORTS. Il convient en effet de rappeler que, depuis le 1^{er} juin 2021, le centre Aquanor est exploité dans le cadre d'un marché public de services, et qu'à ce titre, les recettes d'exploitation de l'établissement reviennent intégralement à la CINOR. Un nouveau marché d'exploitation a été conclu avec la société COMSPORTS OI, pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} octobre 2022, reconductible une fois 6 mois jusqu'au 30 septembre 2023.

Dans l'objectif de faciliter l'accès du plus grand nombre au centre Aquanor et de promouvoir le plus largement possible l'établissement et ses activités, il est proposé de renouveler ce partenariat, en concluant une convention avec la Société Bourbonrésa, sur des bases similaires au partenariat préexistant (10% de remise sur les entrées unitaires à l'espace aquatique et aux activités encadrées de fitness et d'aquagym sur présentation de la « Cartatout »), pour une période de 6 mois (du 1^{er} octobre 2022 au 31 mars 2023), reconductible une fois 6 mois (du 1^{er} avril au 30 septembre 2023) en cohérence avec les termes du marché d'exploitation en cours d'exécution.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver la convention avec la Société Bourbonrésa, ci-annexée ;
- M'autoriser à signer ladite convention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



DECISION N° 2022/6-32
du Bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022

**OBJET : EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE ET DE LOISIRS INTERCOMMUNAL AQUANOR –
CONVENTION AVEC BOURBONRESA**

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-32 du Président ;

des délégations attribuées par le
Conseil Communautaire
974-249740119-20221209-BC2022-6-32-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la convention avec la Société Bourbonrésa, jointe en annexe.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer ladite convention.

Nombre de votants : 15 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

19 DEC 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20221209-BC2022-6-32-DE Date de télétransmission : 21/12/2022 Date de réception préfecture : 21/12/2022
--